

liaisons

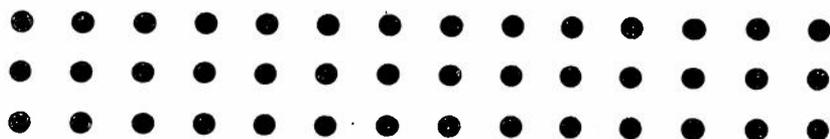
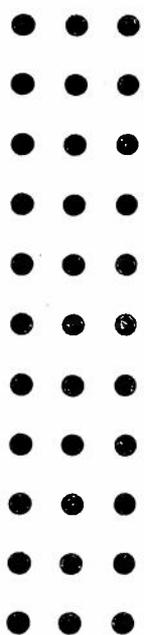
15 F

D é v e l o p p e m e n t

é c o n o m i q u e

e t c l a s s e s s o c i a l e s

e n I t a l i e



PH. DOGUET

B. P. 208

4000 LIEGE 1

P E R I O D I Q U E **M** E N S U E L
ED. RESP. : PH. DOGUET, 13, RUE DES
RENARDS, BRUXELLES (PAS DE COR-
RESPONDANCE, S.V.P.)

NUMERO

**

N O V E M B R E 74

25

Nous présentons ici la traduction quelque peu abrégée d'un texte de Paolo Sylos Labini, professeur de Statistique à l'Université de Rome, paru dans *Quaderni di Sociologia* ("Cahiers de Sociologie") n°4 de décembre 1972.

L'auteur, dans une des parties que nous avons supprimées, tient à se présenter lui-même, en se rangeant ouvertement et sans détours parmi les "réformistes", c'est-à-dire parmi ceux qui suivent la politique officielle du Parti Communiste Italien. Cette précision n'est pas inutile pour que les lecteurs puissent interpréter certaines de ses affirmations d'un oeil critique.

On nous excusera de ce que l'exposé présente, en de nombreux endroits, des lourdeurs dans la forme et de ce qu'il demande, par moments, un certain effort de compréhension : en effet, la traduction a été rendue plus difficile par le langage extrêmement redondant qui, semble-t-il, est l'apanage de tous les intellectuels italiens (et surtout des "intellectuels de gauche").

Les principaux intérêts qui justifient la publication de ce texte, en tant que document, et malgré des réserves évidentes, sont au nombre de trois au moins :

L'analyse, à notre avis très sérieuse, des classes sociales en Italie, en relation avec le développement économique et historique de ce pays, permet une meilleure compréhension de la situation actuelle.

De cette analyse, on peut tirer la conclusion que le fascisme, *en tant que forme de gouvernement*, n'est plus depuis longtemps considéré comme possible et utile par l'aile avancée de la grande bourgeoisie (bourgeoisie industrielle des grandes entreprises modernes et hauts fonctionnaires du secteur public) et qu'il a donc peu de chances de resurgir, surtout dans sa forme ancienne. Que les groupes fascistes aient été *manipulés*, particulièrement de 1969 à 1972, par la classe dominante, aux fins de répression des luttes ouvrières et étudiantes de 68-69, c'est une chose ; mais cela ne signifie aucunement qu'un régime fasciste soit adapté aux rapports sociaux existant actuellement en Italie, ni que la grande bourgeoisie, évaluant parmi ces mêmes rapports sociaux, soit désireuse d'instaurer un tel type de régime. La preuve, c'est que, maintenant que les "bandes fascistes" ont joué le rôle que l'on attendait d'elles, la classe dominante leur tombe dessus à bras raccourcis, et cela depuis de nombreux mois. D'où l'inanité des cris "au coup d'Etat" poussés par nombre de politiciens et de gauchistes. Cette "psychose du fascisme" relèverait plutôt, dans les grandes lignes, d'une part de la stratégie de la classe dominante visant à rétablir "l'ordre" (surtout dans le domaine de l'économie), et, d'autre part, dans le chef des groupuscules, du désir de ceux-ci de se donner une raison d'existence (elle aurait de la sorte une fonction semblable à celle du coup d'Etat au Chili pour "nos" gauchistes)

La "solution de rechange" italienne pour le rétablissement de cet ordre (*capitaliste*) et la remise sur pied d'une économie qui se dégrade de plus en plus (en dépit d'une reprise de la production industrielle), serait plutôt à rechercher dans une venue au pouvoir du P.C.I. En effet, celui-ci serait peut-être actuellement, plus que n'importe quelle autre force politique italienne, en mesure de "remettre les gens au boulot" en leur donnant l'impression qu'ils l'ont emporté et qu'ils font marcher la production pour eux-mêmes (par le processus bien connu de l'identification entre les travailleurs et "l'économie nationale"). Cela pourrait très bien se faire, parmi d'autres moyens, grâce à une sorte de "milice rouge" qui se chargerait de "maintenir l'ordre" dans tous les domaines, exploitant que les gouvernements actuels ne semblent plus en condition de réaliser. Les travailleurs hongrois et polonais, parmi tant d'autres, savent ce que cela signifie !

Différentes informations en provenance d'Italie laissent à penser que le processus est bien en train ; si le P.C. a jusqu'à présent refusé les "avances" de participation au gouvernement que lui a faites la bourgeoisie (parce que celle-ci, sem-

I. TENDANCES DE LONGUE DURÉE

(...)

Les classes : aspects économiques et non-économiques

(...) nous pouvons formuler la répartition des classes sociales comme suit :

1. La bourgeoisie proprement dite : grands propriétaires fonciers et immobiliers (rentes); ¹⁸⁹⁸chefs d'entrepr^{ises} et grands dirigeants de sociétés par actions (profits et revenus mixtes où la part du profit est élevée) ; professions libérales, grandes et moyennes (revenus mixtes basés sur des tarifs dérivant d'accords ou de règlements professionnels).

2a. Une petite bourgeoisie d'employés et de fonctionnaires (appointements)

2b. Une petite bourgeoisie relativement autonome (revenus mixtes) : propriétaires-cultivateurs, artisans (y compris les petites professions libérales), commerçants.

2c. Petite bourgeoisie : catégories particulières (militaires, religieux et autres) (appointements).

3a. La classe ouvrière (salaires).

3b. Le sous-prolétariat.

Les trois catégories de la petite bourgeoisie correspondent à ce qu'on appelle communément les classes moyennes.

La définition des classes sociales et du concept même de classe demanderait une discussion approfondie que je ne prétends pas aborder ici. Je me bornerai à rappeler que les différentes classes et sous-classes ne sont pas séparées par des barrières : certaines franges sont des "no man's land", et il existe une certaine mobilité sociale qui, vraisemblablement, est d'autant plus grande que le processus de développement économique est rapide. En outre, il existe de nombreuses personnes jouissant de plusieurs revenus. (...) Mais il faut garder présent à l'esprit que, sous certains aspects, il peut y avoir communauté d'intérêts, et par suite solidarité, entre les couches les plus élevées, ou, au contraire, entre les couches les plus basses des différentes classes et sous-classes. - les concepts de "haut" et de "bas" étant ici, bien entendu, en rapport avec le niveau du revenu. Néanmoins, sous un angle plus large que le point de vue strictement économique, on doit prendre en considération les liens dus au type de culture, au mode de vie et au milieu (par exemple : grandes villes et petits centres, ville et campagne). Enfin, il faut prendre en considération la dynamique et par suite également l'histoire antérieure de chacune des classes ou des sous-classes ; de ce point de vue, les mêmes classes et sous-classes apparaissent profondément différentes dans les régions du Nord et dans les régions méridionales de l'Italie ; (...).

Dans la différenciation des différentes classes sociales, le revenu est donc un élément important, non tant par son niveau que par la manière dont il s'acquiert ; cette manière se reflète dans le milieu et dans le type de culture, et elle est conditionnée par l'histoire antérieure de la société dont les classes sont les parties intéressées.

Tendances des classes sociales

L'analyse quantitative des classes et sous-classes sociales en Italie révèle que le phénomène le plus marquant est l'augmentation démesurée de la petite bourgeoisie d'employés et de commerçants : de 1 million sur une population active de 16 millions au début du siècle, elle est passée à près de 5 millions sur une population active de 19 millions de personnes.

(...) Dans certains cas, comme par exemple dans celui de la bourgeoisie, les variations quantitatives sont modestes au cours des huit ou neuf dernières décennies : mais si les chiffres varient peu (et, en tous cas, il s'agit d'estimations purement indicatives), le contenu varie profondément : cette observation est valable pour toutes les classes, même pour celles qui sont en forte expansion, mais elle vaut tout particulièrement pour la bourgeoisie. Les grands propriétaires terriens qui, au siècle passé, étaient d'un grand poids sur le plan social et politique, et non seulement sur le plan économique, occupent aujourd'hui une place modeste. Les chefs d'entreprises propriétaires ou co-propriétaires de grandes ou de moyennes entreprises (ceux qui possèdent des petites ou des très petites entreprises étant classés parmi les artisans) ont toujours une certaine importance, même si leur position relative a changé, tandis que le poids des dirigeants des grandes entreprises du secteur privé et du secteur public organisées sous la forme de sociétés par actions, des groupes financiers qui, dans certains secteurs, contrôlent ces entreprises, et des grands organismes publics de production et de distribution, ce poids s'est fortement accru. Désormais, ceux qui dirigent les grands ensembles financiers et de production n'en sont propriétaires que pour une part minime ; ceux qui dirigent les grands organismes du secteur public sont évidemment exclus de la propriété de ces organismes : la séparation entre propriété et direction est allée très avant dans le secteur moderne de l'économie italienne. Si l'expression "néo-capitalisme" a une signification précise, c'est la suivante : une économie qui, dans le domaine de l'industrie et de la finance, est dominée par des groupes de sociétés par actions privées et publiques et par des organismes publics, dont les plus hauts dirigeants (les généraux) "s'identifient" avec le groupe ou la société ou l'organisme, tandis que les employés exécutants (les officiers subalternes qui ont des rapports directs avec les sergents et les soldats) sont coupés des processus de décision, et que les dirigeants intermédiaires deviennent partiellement des "fidei-commissaires" des hauts dirigeants et, pour une autre part, suivent le sort des employés exécutants.

La petite bourgeoisie relativement autonome, c'est-à-dire la petite bourgeoisie traditionnelle, constituée pour la plus grande part de paysans propriétaires, d'artisans et de petits commerçants est allée en diminuant du point de vue numérique, comme l'avait prévu Marx. Mais ce fléchissement est exclusivement imputable aux paysans propriétaires (cultivateurs directs) qui, avec de nombreux salariés, ont quitté l'agriculture. D'après Marx, le nombre des artisans et des petits commerçants aurait

également dû diminuer, cette couche étant progressivement éliminée par la concurrence des grandes unités modernes. Or, ce phénomène s'est vérifié pour l'artisanat domestique (il en existe une claire manifestation dans la période qui va de 1881 à 1901) et, en tous cas, pour l'artisanat de type ancien, un artisanat producteur de marchandises qui entraient en concurrence avec celles qui étaient produites avec de plus en plus d'efficacité par les entreprises modernes (tissus, chaussures, meubles, objets d'habillement, produits de l'industrie alimentaire) : un processus semblable s'est déroulé et se déroule encore, surtout dans le Sud. Mais, à côté de ce processus de crise de l'artisanat de type ancien, un artisanat de type nouveau n'a cessé de se développer ; cet artisanat de type nouveau ne s'en tire pas seulement sans dommages du développement de l'industrie moderne, mais il en tire avantage, parce qu'il produit des marchandises et, plus encore, des services, complémentaires relativement aux produits de l'industrie moderne. Le résultat des tendances opposées, l'une pourvue du signe moins, l'autre du signe plus, est une relative stagnation dans les dimensions de ce groupe social au cours des dernières décennies. La masse des petits commerçants, par contre, non seulement n'a pas diminué, mais elle est allée en s'accroissant, grâce surtout à la protection concédée par le pouvoir politique, protection qui, dans ce cas, a été couronnée de succès.

La classe ouvrière s'est sensiblement accrue de 1881 à 1921, en relation avec le développement du premier noyau de capitalisme industriel moderne, surtout dans le Nord, puis de 1936 à 1961. Au cours de la dernière décennie, la classe ouvrière a plutôt diminué, principalement à la suite de la forte diminution du nombre de salariés dans l'agriculture.

En tous cas, les variations quantitatives, qui, jusqu'à présent ont été négligées par presque tous les spécialistes, doivent être considérées d'un oeil critique et toujours en relation avec les variations qualitatives. Ainsi, ... il apparaît que la bourgeoisie proprement dite s'est peu accrue du point de vue numérique au cours des dernières années. Mais il ne faut pas seulement tenir compte du fait que le poids de chaque catégorie a profondément varié dans le temps ; il faut aussi garder présent à l'esprit que la bourgeoisie avait, dans son ensemble, un bien autre pouvoir et une bien autre influence vers la fin du siècle dernier. (...)

Sur un plan différent, il faut ensuite observer que les variations numériques que l'on constate dans les différentes classes sont difficiles à interpréter, à cause des processus de "transvasement" d'une classe à l'autre et à cause des mouvements de la population. Ce processus et ces mouvements rendent incertaines les suppositions, même dans les cas d'importantes variations numériques telles que celles qui ont eu lieu, après la seconde guerre mondiale, dans les catégories de ceux qui ont une activité de type agricole (cultivateurs directs et salariés, fixes et journaliers). Il peut toutefois s'avérer utile de réfléchir sur les chiffres suivants, qui synthétisent, d'une part la réduction de la population active dans l'agriculture et par conséquent l'importance de l'exode rural au cours des deux dernières décennies et, d'autre part, l'expansion de certaines catégories sociales qui ont des activités extra-agricoles. Les chiffres sont exprimés en millions :

Cultivateurs directs : - 2,4	/	Employés : + 1,3
		Commerçants et autres : + 0,7
		Total : + 2,0

Salariés agricoles : - 1,5	/	Salariés : construction : + 0,4
		industrie : + 0,2
		autres activités : + 0,9
		total : + 1,5

Ces chiffres ne permettent pas de suppositions précises et indéniables, à cause justement des variations dues à des raisons démographiques et à des processus de "transvasement" entre les classes... ; mais il est certain que ces chiffres indiquent des mouvements réels.

Les principaux mouvements tirent donc leur origine du grand exode rural, qui atteint, annuellement et en ne considérant que la population active, le niveau moyen de 200 à 250.000 personnes. Ceux qui appartiennent à la couche supérieure de ceux qui travaillent dans l'agriculture, c'est-à-dire les cultivateurs propriétaires (ou leurs fils), en abandonnant la campagne, rentrent pour la plupart dans la petite bourgeoisie d'employés et de commerçants, tandis que les salariés parviennent ordinairement à rentrer, toujours en tant que salariés, dans la construction, dans l'industrie manufacturière ou dans d'autres activités en-dehors de l'agriculture. Il est utile de rappeler que, pour les salariés qui quittent la campagne, la construction représente une sorte de salle d'attente ; leur but est de trouver un emploi dans l'industrie manufacturière. Si la construction entre en crise, de nombreux ouvriers parmi ceux qui travaillent dans ce secteur retournent dans les campagnes ou s'en vont peupler, en tant que sous-prolétariat, les bidonvilles et les quartiers très pauvres des villes (beaucoup de sous-prolétaires, en tous cas, vivent d'occupations irrégulières dans la construction et de petits bénéfices de tout genre). Parce qu'un taux élevé des salariés qui quittent l'agriculture provient des régions méridionales, on constate ici une superposition considérable de l'exode rural et de l'émigration du Sud au Nord.

(...) ..., même si tous ces mouvements sont pour la plupart intérieurs aux classes, ils ont beaucoup d'importance au point de vue de l'équilibre social, car les intérêts et les attitudes politiques prévalant dans les sous-classes concernées sont différents.

(...) L'évolution économique et sociale ne constitue un processus uniforme et équilibré dans aucun pays et sous aucun aspect, même pas l'aspect territorial ; elle est d'autant moins uniforme en Italie, où le contraste entre le Nord et le Sud représente le problème national le plus grave ; de plus, comme on l'a déjà remarqué, les mêmes classes n'ont pas les mêmes caractéristiques dans les différentes régions du pays. (...)

Une dernière observation... : le pourcentage de la population active par rapport à la population totale, qui, en 1881, dépassait 50%, n'atteint pas, aujourd'hui, 36%. Ce phénomène, particulièrement dans une première phase, dépend du déclin d'activités productives de type ancien, sans la compensation d'un développement correspondant d'activités productives de type nouveau ; après la dernière guerre mondiale, le phénomène s'est accentué, à cause de l'exode rural (les femmes, qui apparaissent parmi les "coadjuvants" quand elles quittent la campagne, disparaissent normalement du marché du travail), et, au cours de la dernière décennie, à cause de l'affaiblissement du développement industriel. La diminution de la population active doit être attribuée, en partie, à des causes de nature physiologique, telles que l'augmentation de la scolarité et la retraite volontaire du marché du travail d'un certain nombre de personnes âgées dû à l'amélioration des pensions. Mais pour une part non négligeable, même s'il est difficile de la mesurer, il s'agit d'un phénomène pathologique : le développement de la demande de travail est trop faible et la structure de cette demande n'est pas socialement désirable. En particulier, les femmes qui quittent la campagne, où elles ont des activités auxiliaires, quand elles vont vivre en ville avec leur mari ou leur père, elles ne trouvent pas de travail à cause de leur bas niveau d'instruction et de qualification et à cause des caractéristiques particulières de la de-

mande de travail féminin qui, dans la demande générale, constitue une fraction marginale : ces deux derniers faits dépendent l'un de l'autre et, à cause de l'ampleur qu'ils atteignent en Italie, ils sont de nature essentiellement pathologique.

Marx et la petite bourgeoisie

Tandis que Marx avait exactement prévu la diminution numérique de la petite bourgeoisie rurale et de l'artisanat de type ancien, il faut dire qu'il n'avait prévu ni le développement de l'artisanat de type nouveau, ni l'expansion énorme de la petite bourgeoisie d'employés et de commerçants. (...)

Mais la petite bourgeoisie dont parle Marx est essentiellement celle de type traditionnel, qui subirait, au fil du temps, un "déclin inévitable", tout comme les autres fractions de la grande bourgeoisie qui perdraient progressivement de leur importance en laissant sur la scène les deux grands protagonistes-antagonistes : la bourgeoisie industrielle et le prolétariat industriel. L'évolution successive des classes sociales n'a pas correspondu aux prévisions de Marx.

Le fait nouveau et le plus marquant dans l'évolution des classes en Italie, ainsi que dans les autres pays qui se sont développés suivant le schéma capitaliste; a été représenté justement par l'expansion énorme de la petite bourgeoisie en général et, en particulier, de la petite bourgeoisie d'employés.

... la petite bourgeoisie - les couches moyennes - ne représente pas une classe au sens propre du terme : on peut parler, au maximum, d'une quasi-classe, qui possède des similitudes de fond (pour des raisons économiques et culturelles), mais qui est divisée en groupes très nombreux, avec des intérêts économiques différents et souvent contrastants, avec des types différents de culture et des niveaux différents en ce qui concerne ce que l'on pourrait appeler la moralité civile.

(...) ... il est vrai que certaines parties des couches moyennes ont tendance à se prolétarianiser ; il est tout aussi vrai que certaines des couches supérieures de la classe ouvrière ont tendance à s'embourgeoiser. Il est possible que le processus de prolétarianisation de certaines parties des couches moyennes progresse rapidement ... ; il est possible aussi que tout cela n'arrive pas. Ce qui est certain, c'est qu'actuellement la classe ouvrière italienne est encore très arriérée : il y a encore beaucoup de salariés agricoles, fixes et journaliers (ouvriers agricoles) ; il y a aussi de nombreux ouvriers occupés dans la construction, une activité très dispersée et le plus souvent arriérée. Dans l'industrie, construction y comprise, le nombre des ouvriers occupés dans des entreprises de plus de 100 personnes - les unités industrielles modernes - n'atteint même pas 2 millions (un peu plus du cinquième de la classe ouvrière dans son ensemble. Au pôle opposé, il y a plus de 3 millions 1/2 de personnes qui ont des occupations précaires ; les trois-quarts de ces personnes se trouvent dans le Sud, où toutefois ne vit qu'un tiers de la population totale... Rappelons ensuite que plus de 70% de ceux qui font partie de la force de travail, possèdent au maximum un certificat d'études primaires ; et il faut supposer que la plupart de ces personnes sont des travailleurs salariés... Le tableau est épouvantable ; mais la politique de l'autruche n'a jamais profité à qui que ce soit.

L'expansion rapide de la bureaucratie privée et publique

Pourquoi la petite bourgeoisie d'employés s'est-elle tellement accrue ?

Principalement pour trois raisons. D'abord, à cause du progrès technique et organisationnel qui a provoqué une augmentation continuelle des dimensions de plusieurs entreprises et donc une "bureaucratiation" de ces dernières, et qui a donné lieu à la formation et au développement de nouveaux bureaux publics chargés de l'administration de toutes les interventions nécessaires au soutien du développement des grandes entreprises ou à l'appui ou au "sauvetage" des grandes entreprises. En même temps, certaines grandes entreprises, qui justement avaient été sauvées dans les périodes de crises ou créées par les pouvoirs publics pour favoriser le développement du revenu et de l'emploi, sont devenues des entreprises publiques et les employés sont allés faire partie d'une bureaucratie de type nouveau, formellement privée, mais essentiellement publique ... En deuxième lieu, on a créé et ensuite progressivement élargi un grand nombre d'organisations et de bureaux publics pour l'administration de ce qu'on appelle les frais de "fonctionnement" (qui représentent actuellement à peu près 40% du budget de l'Etat) : ceci est le résultat d'une grande oeuvre de "médiation" ... réalisée par la classe dominante pour stabiliser le système social en satisfaisant, bien que partiellement, les revendications des classes subalternes : il s'agit essentiellement de pensions et de contributions aux organismes de prévoyance sociale et d'assistance. En troisième lieu, un nombre croissant de personnes qui étaient parvenues à obtenir un diplôme ou une licence, ont ensuite pu rentrer dans la bureaucratie centrale ou locale, grâce à des pressions "de piston" ou politiques : non pas les fonctionnaires au service du public, mais le public au service des fonctionnaires. (...) Le fait que l'inflation pathologique de la bureaucratie ait pris, en Italie, des proportions importantes, est prouvé, en plus de l'expérience directe, par deux faits au moins : 1° L'incidence des employés publics sur l'emploi total est sensiblement plus élevée dans le Sud que dans le Nord ; et personne ne pourra croire que dans les régions méridionales, les exigences du premier ou du deuxième ordre soient plus importantes que dans les régions du Nord, plus évoluées (j'ai évidemment exclu de la comparaison les régions du centre, où se trouve, à Rome, la bureaucratie ministérielle). 2° De temps à autre, le gouvernement promet des primes et des liquidations spéciales pour amener un certain nombre d'employés à démissionner et à quitter la bureaucratie ; ... l'inflation pathologique ne se distribue pas d'une façon uniforme dans toutes les branches de l'administration publique ... : dans les bureaux techniques, il y a un manque de personnel spécialisé.

Il ne faut cependant pas penser que les subsides de chômage déguisés ... concernent uniquement certaines couches inférieures de la bureaucratie. Dans certaines sphères de la haute bureaucratie, dans le secteur des organismes publics et des entreprises municipalisées se trouvent de nombreuses personnes dont il serait difficile de justifier l'activité par les "nécessités sociales de la production". Il s'agit de personnes qui parviennent à "se faire accorder des tranches considérables du revenu national" en profitant d'une sorte de connivence de classe et en exploitant les "nécessités politiques du groupe fondamental dominant" (Gramsci, Les Intellectuels et l'Organisation de la Culture, p. 10)

... l'expansion énorme de la bureaucratie est aussi le résultat des situations po-

litiques d'équilibre des forces en présence qui ont souvent vu le jour en Italie dans les périodes au cours desquelles les conflits entre la bourgeoisie proprement dite et des couches plus ou moins amples de travailleurs salariés ont été plus âpres (des deux adversaires, c'est le troisième qui l'emporte). Dans ces périodes, les couches les plus élevées de la bourgeoisie ont favorisé, sous la forme d'emplois et d'augmentations de salaires, les concessions aux fonctionnaires et particulièrement aux fonctionnaires les plus importants, pour les attirer de leur côté. De pareilles concessions ont contribué à accélérer et à élargir de façon irréversible le processus de bureaucratisation. Dans de telles périodes, la bureaucratie s'étend, mais, de plus, elle acquiert également un pouvoir relativement autonome, à cause de la "crise de l'autorité" et du "vide de pouvoir" qui résulte de la situation d'équilibre des forces entre les principaux adversaires. Il est probable que ce que nous vivons aujourd'hui en Italie constitue une telle période.

D'une façon plus générale, ... on peut formuler l'hypothèse que la double augmentation, tant du nombre que du revenu moyen de la petite bourgeoisie d'employés et de commerçants, est d'autant plus grande que le processus de développement de l'industrie moderne est tardif et que la force contractuelle de la classe des travailleurs salariés est faible, par suite de l'existence d'un chômage considérable, manifeste et caché, surtout dans l'agriculture. Dans ces conditions, en effet, les salaires réels augmentent à un taux relativement lent, ou ils n'augmentent pas du tout, si bien que les travailleurs participent dans une mesure minime (ou nulle) à l'augmentation du surplus social, au revenu national net : par conséquent, une partie croissante du surplus devient disponible pour les non-salariés : capitalistes proprement dits, propriétaires de maisons et de terrains, et couches moyennes, qui exploitent leur position de quasi-monopole de l'instruction moyenne et supérieure. D'où l'inflation pathologique et l'augmentation du bien-être relatif de larges couches d'employés et de commerçants. (...)

L'omniprésence de la petite bourgeoisie

(...) Bien qu'elle administre la chose publique et, pour la plupart, les appareils des partis politiques, et bien qu'elle conditionne amplement les goûts et les désirs sociaux, on ne peut affirmer que le "pouvoir" est dans les mains de la petite bourgeoisie. (...)

Les couches les plus arriérées de la petite bourgeoisie se trouvent dans le Sud, particulièrement dans la petite bourgeoisie intellectuelle (professions libérales et employés qui, souvent, possèdent aussi de petits lopins de terre)... Dans certaines villes du Sud, où se sont établies de grandes entreprises, un modus vivendi particulier s'est instauré : la division tacite des activités entre la petite bourgeoisie locale et les dirigeants des nouvelles installations industrielles : les petits bourgeois locaux s'occupent de l'administration publique, assez souvent avec des méthodes "de pistes" pas très différentes des anciennes, et les dirigeants s'occupent de l'activité productive ...

(...)

En raison justement de sa fragmentation en d'innombrables groupes et ^{de} son hétérogénéité économique et sociale, la petite bourgeoisie est politiquement instable. Son instabilité est accrue par le fait qu'elle n'étant pas astreints, comme les ouvriers, à une dure

discipline de travail et à un effort continu de survie, beaucoup de petits-bourgeois - parmi lesquels de nombreux intellectuels - disposent d'un champ discrétionnaire considérable ; cela veut dire qu'ils ont des possibilités de choix, pour le bien ou pour le mal, dans des limites relativement plus amples, non seulement que celles des ouvriers, mais aussi que celles de la grande et moyenne bourgeoisie elle-même, dont les membres subissent fortement l'influence de leur classe, beaucoup plus homogène que la petite bourgeoisie.

L'instabilité et la polyvalence ou indétermination politique de la petite bourgeoisie atteignent leur intensité la plus forte dans ses couches les plus jeunes. Dans les mouvements de jeunes petits-bourgeois, et particulièrement dans le mouvement étudiant d'il y a quelques années, et par la suite dans les actuels groupes extra-parlementaires d'extrême-gauche, convergent les motivations et les impulsions les plus différentes ; certaines d'entre elles sont certainement nobles et dignes du plus grand respect, d'autres par contre sont très peu respectables. De nombreux jeunes ou très jeunes gens ont découvert l'existence des classes, les discriminations et les injustices terribles qui découlent de cette réalité, et ils se sont souvent précipités vers l'extrême-gauche à cause d'une sorte de complexe de culpabilité dû aux privilèges dont ils se sont aperçus qu'ils jouissaient, ou bien à cause du "désir inconscient de réaliser eux-mêmes l'hégémonie de leur propre classe sur le peuple" (Gramsci, Les intellectuels et l'organisation de la culture, p. 43). De nombreux jeunes et très jeunes gens ont mis en accusation leurs pères, non sans raisons dans bien des cas (le contraste entre les jeunes et la vieille génération est vieux comme le monde ; de nos jours, après la disparition de différentes formes d'hypocrisie, ce conflit a pris dans plusieurs pays des formes nouvelles et exacerbées). La tension parmi les étudiants, les diplômés et les licenciés a été augmentée par le chômage intellectuel croissant - lequel est aussi un phénomène ancien, mais qui a atteint récemment des proportions très graves, soit à cause du développement du système économique qui nécessite une base plus large pour la sélection des techniciens et des spécialistes, soit à cause de l'accroissement du revenu de familles appartenant à des groupes sociaux relativement moins aisés et qui ont pu envoyer leurs fils dans des écoles de degré supérieur et leur faire obtenir un diplôme ou une licence ; mais, pendant ce temps-là, en économie, la demande de travail intellectuel n'augmentait pas dans une mesure correspondant à l'offre.

(...)

Afin d'obtenir et de maintenir le "consentement" et la loyauté des couches petites-bourgeoises envers ce qu'on appelle le système, et de les maintenir dans un état de subordination, pour, somme toute, renforcer et élargir les tendances conservatrices de ces couches, la classe dominante tend, d'une part, à en favoriser la mobilité ascendante et, d'autre part, à se servir des différentes institutions. La mobilité ascendante n'est pas du tout constante (...) il s'agit d'un processus qui est alimenté d'une manière quasi-automatique par une sorte de système, produit d'une longue tradition historique, système composé d'approbations et de réprobations morales et sociales et, en rapport avec cela, de promotions ou de punitions, selon les comportements individuels.... Un processus analogue, qui s'auto-perpétue sous des formes nouvelles, même après des changements et même après des ruptures dans la vie sociale, est à l'origine des "institutions" (magistrature, école, armée, police et autres) qui constituent le secteur social typique où agit la petite bourgeoisie d'employés ; la logique de ces institutions (y compris les "échelles de valeur" spécifiques) tend à réaliser

l'identification entre les hommes et l'institution à laquelle ils appartiennent et le conditionnement total de leur personnalité.

(...)

Malgré l'instabilité et la polyvalence politique qui caractérisent la petite bourgeoisie dans ses différentes couches, et malgré les correctifs institutionnels et politiques dont on vient de parler brièvement, on peut probablement affirmer à juste titre, comme certains sociologues (Luciano Gallino et d'autres) l'ont fait, que dans la sphère de ce que j'appelle la petite bourgeoisie, une certaine différenciation commence à apparaître entre les cadres intermédiaires qui viennent s'intégrer au groupe dominant et ceux qui, au contraire, prennent les caractéristiques d'employés exécutifs ... ; et on peut dire que ceux-ci, particulièrement dans les grandes usines, ont tendance à se prolétarianiser, pas tellement sous l'aspect strictement économique (revenu individuel) qu'au point de vue du statut social et donc dans le sens que leurs intérêts et leurs idéaux se rapprochent de ceux de la classe ouvrière, petit à petit; parallèlement à cela, les actions syndicales et politiques de ces employés et celles des ouvriers de l'industrie moderne deviennent de plus en plus semblables. D'autres couches de la petite bourgeoisie, par contre, particulièrement dans le secteur public, ont subi une prolétarianisation, non pas dans le sens social politique du terme, mais dans le sens économique, c'est-à-dire dans le sens d'un rapprochement des conditions matérielles de vie des ouvriers. Cependant, la tendance à la prolétarianisation économique de certaines couches de la petite bourgeoisie peut les pousser, par une volonté de revanche et de différenciation sociale, non pas vers des positions syndicales et politiques de gauche, mais, bien au contraire, vers des positions de droite ou d'extrême-droite : du point de vue social et politique, le problème est indéterminé.

Il est hors de doute que de nombreuses couches de la petite bourgeoisie d'employés du secteur public ont subi un processus de prolétarianisation économique. En effet, en comparant les variations à long terme des salaires réels de l'industrie moderne avec celles des rétributions réelles des employés publics, on remarque les tendances suivantes ... :

- 1) une augmentation très remarquable des salaires réels (à peu près 5 fois de 1880 à 1970)
- 2) une augmentation beaucoup moins accentuée des appointements réels (moins de 2 fois au cours de la même période)
- 3) par conséquent, un rapprochement progressif des conditions économiques des employés publics et des ouvriers de l'industrie moderne (sauf la période fasciste, durant laquelle les salaires réels diminuent d'environ 15 à 20% et les appointements réels de 3 à 4%).

(...)

Petite bourgeoisie et fascisme

L'instabilité politique de la petite bourgeoisie a d'importantes conséquences : quand, dans des périodes de crise, de larges couches de cette quasi-classe s'allient avec les groupes dominants de la grande bourgeoisie, le pays court le risque de voir apparaître le fascisme.

(...)

(...) La crise [économique de 1921] rendit les tensions sociales et par conséquent les tensions politiques très aiguës. Aux paysans dans l'armée et aux ouvriers dans les usines, on avait promis pendant la guerre de très amples concessions qui, par la suite, une fois le danger écarté, avaient été maintenues pour une part très réduite seulement ... Ces promesses avaient été répétées, dans les tranchées, sur la base des déclarations des hommes politiques, par les officiers subalternes - hommes qui provenaient pour la plupart de la petite et moyenne bourgeoisie ; une fois la paix rétablie, l'hostilité et même la haine des masses populaires, exacerbées par suite de l'aggravation de leurs conditions, se reportèrent sur les personnes physiques qui leur avaient répété ces promesses. Et les ex-officiers subalternes, rentrés chez eux, ne se trouvaient guère mieux, ayant de la peine à trouver un emploi ; mais leur volonté d'un changement radical alla dans la direction opposée à celle des masses populaires qui les attaquaient personnellement.

[Peu avant le fascisme, et en guise de préparation à sa venue] la grande bourgeoisie foncière et industrielle (avec plusieurs exceptions cependant), trouva ses alliés les plus décidés dans de larges couches de la moyenne et, surtout, de la petite bourgeoisie ; les hommes de main ... furent recrutés dans le sous-prolétariat ; ... Tout particulièrement en ce qui concerne la mobilisation de diverses couches de la petite bourgeoisie, le parti fasciste exploita le mythe de la "victoire mutilée" - le sentiment de frustration en ce qui concernait les concessions coloniales et territoriales que le Traité de Versailles attribuait à l'Italie et qui étaient estimées insuffisantes. (...)

[Le fascisme] prit plusieurs mesures en faveur d'une partie de la petite bourgeoisie ; parmi ces mesures, il faut rappeler :

- 1) l'embauche d'un nombre considérable de personnes dans la bureaucratie, dans l'armée, dans la milice spéciale du parti dénommée "milice volontaire pour la sécurité nationale", et dans les offices créés par le régime ;
- 2) la suppression des subventions du gouvernement aux coopératives (qui lésaient les intérêts des petits commerçants) ;
- 3) la révision, dans un sens restrictif, des règles concernant la concession des permis pour le commerce de détail ;
- 4) des mesures en faveur de diverses catégories d'artisans.

(...)

En résumé, on peut affirmer qu'au point de vue social et politique, le fascisme fut le résultat de l'union de la grande bourgeoisie foncière, financière et industrielle, et de larges couches de la petite bourgeoisie (employés publics et privés, professions libérales, petits commerçants). Cette union fut renforcée par la revalorisation de la lire en 1926, décision qui bloquait le processus inflatoire, permettait de cette façon, du moins pendant une certaine période, une augmentation du pouvoir d'achat des appointements et favorisait l'épargne individuelle. (...)

L'objectif auquel on visait avec la réévaluation de la lire était cependant un objectif politique de "stabilisation sociale", partagé par une large partie de la grande bourgeoisie industrielle : on voulait favoriser la petite bourgeoisie qui épargnait et qui avait été lésée par la tendance inflatoire antérieure. Il semble certain que le revenu individuel moyen absolu et relatif de la petite bourgeoisie d'employés et de commerçants ait sensiblement augmenté pendant la période fasciste, tandis que le

revenu moyen absolu, et, plus encore, le revenu moyen relatif des travailleurs salariés baisserait.

Le fascisme est donc le résultat d'une alliance entre grande et petite bourgeoisie ; mais il ne s'agit pas d'une alliance entre égaux : la responsabilité principale en incombe à la grande bourgeoisie. (...)

La thèse opposée - c'est-à-dire celle qui prétend expliquer le fascisme par l'action autonome et en tous cas déterminante de larges couches de la petite bourgeoisie - apparaît grossièrement fautive, tout en correspondant à la vision que les petits bourgeois protagonistes de l'expérience fasciste avaient ou prétendaient avoir d'eux-mêmes. (...)

De toute façon, il semble assez évident qu'aujourd'hui la grande bourgeoisie, et particulièrement la grande bourgeoisie industrielle, avec des exceptions peu nombreuses, bien qu'importantes, ne veut pas le fascisme, et cela pour des raisons différentes, parmi lesquelles il faut ranger les conflits sociaux graves et d'issue incertaine qu'une telle tentative entraînerait ; parmi ces raisons, on trouve aussi la conclusion de l'expérience précédente, où tout le monde s'est retrouvé perdant. Aujourd'hui le fascisme exprime presque exclusivement les tendances des couches les plus réactionnaires de la petite bourgeoisie, et il est soutenu par certains secteurs du pouvoir établis (magistrature, police, armée), secteurs dont les dimensions ne sont pas négligeables. Ces secteurs sont beaucoup plus réalistes que celles des groupes qui ont soutenu le fascisme de 1920-1922. La tentative de mouvement fasciste actuel de répéter, mutatis mutandis, la stratégie d'il y a un demi-siècle - s'accroître numériquement, se renforcer sur le plan organisationnel, se montrer prêts à l'affrontement physique pour s'offrir ensuite comme force de restauration à ce que l'on appelle le grand capital -, cette tentative semble vouée à l'échec. Cependant, le danger subsiste d'une aggravation de la situation économique et d'une augmentation des tensions sociales, qui pourraient empirer par suite d'erreurs de tactique et de stratégie des partis et des syndicats de gauche.

II. LA SITUATION ACTUELLE ET LES PERSPEC-

TIVES

La question des réformes

[Ce paragraphe est important dans la mesure où il indique quelles sont les couches susceptibles de soutenir la politique de réformes du Parti Communiste, et quelles sont les couches qui tendent à l'entraver.]

(...) ... une alliance de certaines couches ... de la petite bourgeoisie avec ceux qui défendent les intérêts de la classe ouvrière [sic] peut engendrer une politique de travail et, en tous cas, peut favoriser des réformes, même radicales. Cependant,

il faut rechercher les obstacles aux réformes, plus que dans l'attitude de la grande bourgeoisie, au sein de la petite bourgeoisie elle-même, et particulièrement dans les groupes qui jouissent des privilèges les plus importants et de la plus forte capacité de conditionner les choix politiques.

(...)

L'exemple le plus manifeste d'un projet bloqué déjà au cours de sa phase préparatoire est celui de la réforme de l'administration publique : le sabotage a été effectué par les cercles les plus influents de la bureaucratie. Dans d'autres cas, il faut bien sûr considérer les obstacles créés par des groupes d'intérêts qui agissent au sein de la grande bourgeoisie, mais il faut prendre garde de ne pas négliger ceux qui proviennent des groupes appartenant à la moyenne et à la petite bourgeoisie. (...) [Par exemple] les investissements pour la construction des bâtiments scolaires et universitaires - en plus de ceux pour la construction d'hôpitaux - sont restés pour une bonne part sur le papier, pas seulement et pas tellement à cause de l'inefficacité bien connue de l'administration publique, mais parce qu'on a maintenu et même rendu plus compliqués les contrôles paralysants, les multiples compétences ministérielles, les nombreux concours, et ceci par la seule volonté de la bureaucratie et des ordres professionnels des ingénieurs et des architectes, volonté pleinement secondée par les politiciens. L'idée, simple et évidente, d'unifier compétences, contrôles et concours a rencontré la plus vive opposition : plus les contrôles sont nombreux, plus le pouvoir de la bureaucratie est grand et plus ses responsabilités sont minimes. Il est important d'observer le fait que dans les deux cas où les intérêts de certaines sections de la grande bourgeoisie étaient presque les seuls à être touchés - la nationalisation de l'énergie électrique et le statut des travailleurs - les réformateurs l'ont emporté.

Somme toute, la grande bourgeoisie, et particulièrement la bourgeoisie industrielle, a intérêt à ce que les réformes destinées à la "rationalisation" du système et à la stabilisation sociale se réalisent : il s'agirait, il est vrai, de réformes limitées, mais telles qu'elles n'empêcheraient pas d'aller de l'avant. Cependant, la grande bourgeoisie qui, toute seule, représente une entité modeste sur le plan numérique et donc politiquement vulnérable, a besoin de rechercher des alliances dans les couches moyennes, surtout dans les secteurs les plus conservateurs. A ce propos, la grande bourgeoisie a une responsabilité très importante dans le fait que les principales réformes n'ont pas été réalisées ; en effet, afin de maintenir et d'élargir le soutien des secteurs les plus conservateurs des couches moyennes, elle a contribué activement à entraver les réformes et, en particulier, la réforme en matière d'urbanisme. La couche la plus "progressiste" de la grande bourgeoisie est celle qui contrôle l'industrie moderne ; mais les intérêts de la même grande bourgeoisie industrielle ne se bornent pas uniquement à l'industrie : ils se nouent avec des intérêts immobiliers et financiers. **(NOTE.** Il est essentiel de garder présent à l'esprit le fait que, en Italie, il ne reste désormais que très peu de grandes entreprises privées dans le secteur industriel : comme conséquence d'une longue évolution, qui se rattache au processus de concentration et qui est caractérisée par des crises de toute sorte, les grandes entreprises industrielles ont été pour la plupart nationalisées ou sont tombées sous le contrôle de l'Etat, et le secteur privé s'est restreint aux moyennes et petites entreprises. Parmi les très rares exceptions, on trouve la FIAT, contrôlée par la famille Agnelli qui, au sein même de la Confédération Générale de l'Industrie, est en train de mettre au point une stratégie complexe dont les principaux objectifs semblent être

les suivants : 1° obtenir l'hégémonie sur le secteur industriel privé, c'est-à-dire sur le secteur des petites et moyennes entreprises, dont une partie remarquable, au Piémont et au-delà du Piémont, travaille pour Fiat ; 2° renforcer le secteur industriel privé et, conformément à cela, enrayer l'expansion des entreprises contrôlées par l'Etat, lesquelles, grâce aux fonds qu'elles ont en dotation et grâce à la plus grande facilité d'obtenir des crédits dont elles jouissent, peuvent constituer une concurrence qui, souvent, dérange non seulement les entreprises privées italiennes, mais également les entreprises privées étrangères (et Fiat possède d'importants intérêts internationaux) ; 3° gagner une influence croissante sur la culture italienne moderne par différents moyens, dont le contrôle d'une tranche plus importante de l'industrie de l'édition ; 4° s'assurer des alliances avec certains secteurs modernes du prolétariat industriel et de la petite bourgeoisie au travers d'une attaque sur les "rentes" (probablement dans les secteurs du commerce et de l'urbanisme) et au travers d'une impulsion à la modernisation de certains secteurs de l'administration publique (à commencer par celui de la prévoyance sociale), tout ceci au risque de provoquer l'hostilité de certains groupes sociaux et au risque de subir un "arrêt de profit", étant donné l'entrelacement des intérêts industriels de FIAT et de ses intérêts immobiliers, financiers et commerciaux. (...))

(...)

Intellectuels et techniciens

Où se trouvent et quelles sont les couches de la petite bourgeoisie les plus vigoureuses sur le plan social ?

... [ce sont] les intellectuels et les hommes de science, les techniciens et les spécialistes, de formation très récente (les "intellectuels" de type nouveau dont parlait Gramsci). J'estime qu'il faut s'arrêter tout particulièrement à ces deux groupes, soit parce que le degré de culture critique y est, en moyenne, plus élevé que dans les autres groupes, soit parce que leur "liberté de choix" relative est plus ample. (...)

Ceux qui, comme moi, souhaitent qu'une transformation profonde de l'organisation sociale, en Italie, puisse être réalisée par une alliance renouvelée et organique entre la classe ouvrière et de larges couches de la petite bourgeoisie, doivent miser surtout sur ces deux groupes (...) - intellectuels et techniciens - ...

Les intellectuels, tout comme les cadres intermédiaires de la bureaucratie... tendent à se diviser en deux catégories : celle qui comprend des individus organiquement intégrés à la classe dominante, et celle qui comprend des individus qui tendent à se rapprocher des intérêts et des idéaux de la classe ouvrière ; la subdivision que voici est valable non seulement pour les intellectuels de type nouveau (hommes de science, chercheurs, techniciens possédant un haut degré de qualification et, en général, les hommes à la culture principalement "scientifique"), mais aussi pour les intellectuels de type traditionnel (hommes de lettres, philosophes, artistes et, en général, hommes à la culture principalement "humaniste"). Je parle de tendances, non de réalités effectives...

La position des techniciens (qui, comme les politiciens, rentrent dans la catégorie des intellectuels au sens large) est même plus indéterminée et polyvalente que celle des intellectuels au sens strict : ils peuvent être cooptés par la classe dominante, comme les employés qui en deviennent les fidèles-commissaires ; mais ils peuvent aussi s'allier avec la classe ouvrière ; enfin, ils peuvent pour ainsi dire rester disponibles, dans

une position qui, pour être critique et autonome, n'en est pas neutre pour autant.

En tous cas, la question des techniciens doit être considérée en même temps que celle des dirigeants (managers aux niveaux les plus élevés, qui justement sont en partie des techniciens cooptés par la classe dominante) ; et les deux questions doivent être considérées dans le cadre de l'évolution du capitalisme moderne, qui a pris les caractéristiques que nous connaissons aujourd'hui...

Les conditionnements internationaux

Les mouvements et les tendances politiques qui se manifestent, en Italie, au sein de chacune des différentes classes sociales, conditionnent, autant qu'ils sont conditionnés par eux, les mouvements et les tendances politiques qui se manifestent dans les classes correspondantes des autres pays relativement évolués, particulièrement ceux de l'Europe. Etant donné sa particulière instabilité sociale et politique, ainsi que son plus haut degré de culture, ceci est particulièrement vrai de la petite bourgeoisie...

(...)

Le mouvement étudiant d'abord, les groupes extra-parlementaires ensuite, ont été fortement influencés par des impulsions externes, ainsi que l'ont été les tensions sur le marché du travail : dans tous les pays les plus évolués, les grèves sont devenues plus fréquentes et plus longues au cours des dernières années, et ceci est la conséquence de la pression inflationniste accrue (qui est un phénomène international) et d'une sorte d'"effet démonstratif" réciproque qui, dans certains cas (automne chaud italien de 1969) a été renforcé par le fait que les syndicats craignaient d'être dépassés sur leur gauche par les groupes extra-parlementaires, comme cela avait été le cas en Mai 68 en France. La conséquence de l'explosion salariale qui s'est vérifiée, plus ou moins, dans tous ou presque tous les pays industrialisés, a été une diminution sensible du taux de profit qui a à son tour freiné les investissements et causé une augmentation du chômage. Les difficultés économiques ont empiré à cause du désordre du système monétaire international et de la crise de branches importantes de la production, telles que l'industrie textile et la chimie de base ; cette crise a été provoquée, outre la forte augmentation du coût du travail, par l'accroissement de la concurrence internationale et par de graves erreurs dans le domaine de la politique des investissements commises au cours des dernières années par des grands groupes productifs.

Les graves difficultés économiques dans lesquelles se débat l'Italie depuis quelques années ont eu et ont toujours d'importantes conséquences : elles ont causé l'augmentation du nombre des faillites et, dans les entreprises qui comptent un nombre relativement élevé de dépendants, elles ont provoqué des sauvetages de la part de l'autorité publique ; plus généralement, elles ont donné lieu à une accélération rapide du développement des zones d'influence des entreprises dont une partie plus ou moins considérable appartient à l'Etat ; enfin, ces mêmes difficultés économiques, en même temps que d'autres facteurs, ont contribué à stimuler des fusions, non seulement au niveau intérieur, mais aussi au niveau international. La faiblesse du capital privé italien a donc produit une expansion absolue et relative du capital public et du capital étranger, particulièrement dans l'industrie. (...)

Les difficultés économiques, en aggravant le problème du chômage (parmi les ouvriers et les intellectuels) ont exacerbé les tensions sociales, soit dans le monde du travail, soit, plus généralement, dans le monde des jeunes. Ces tensions, les mêmes que dans beaucoup d'autres pays capitalistes, ont revêtu des formes particulièrement graves en Italie, pays qui a des structures sociales très faibles, soit parce que le suffrage universel est un événement relativement récent (pratiquement, il ne commence à être appliqué qu'après la seconde guerre mondiale), soit à cause du bas niveau d'instruction des masses, soit enfin à cause de l'expansion énorme, relativement récente et en partie pathologique, de la petite bourgeoisie.

(...)

Les tensions d'origine intérieure

Sur le plan social et politique, les impulsions extérieures se nouent et s'additionnent à des impulsions et à des tensions spécifiquement intérieures. A titre d'exemple, nous pouvons considérer deux zones, profondément différentes, où se localisent les tensions les plus aiguës : Milan et Reggio Calabria.

A Milan, dans plusieurs usines, la tension entre les dirigeants et les ouvriers (surtout ceux qui ont récemment quitté le Sud) est particulièrement aiguë. [Leurs illusions de jouir d'un bien-être relatif ayant été déçues, leur rage se dirige contre les patrons, mais aussi, parfois, contre certaines couches d'ouvriers locaux.] (...)

En ce qui concerne Reggio Calabria, il faut d'abord se souvenir de l'observation de Gramsci que voici :

"Le "crève-la-faim" petit-bourgeois est issu de la bourgeoisie rurale : la propriété se morcèlle entre des familles nombreuses et elle est finalement liquidée, mais les éléments de cette classe ne veulent pas d'un travail manuel : ainsi naît une couche familiale d'aspirants à des emplois municipaux, de scribes, de commissionnaires, etc... Beaucoup de petits employés des villes sont issus de ces couches... L'"extrémisme" de ces couches a deux visages, l'un de droite et l'autre de gauche, mais le visage de gauche représente un demi-chantage : aux moments décisifs, ils sont toujours vers la droite et leur "courage" désespéré préfère avoir les carabinieri comme alliés" (Passé et présent, p.15)

En effet, l'insurrection de Reggio a été causée par des petits-bourgeois "subversifs" qui ont avant tout fait levier sur la rage de certaines couches du sous-prolétariat urbain. Naturellement, l'observation de Gramsci ne concerne qu'un aspect de cette situation complexe (dont un des éléments particuliers consiste dans le fait que l'institution de bureaux régionaux peut revêtir une grande importance pour l'emploi de nombreuses personnes) ; un autre aspect est donné par l'exaspération qui règne parmi toutes les couches de la population méridionale, due aux promesses souvent réitérées par les politiciens et qui n'ont pour la plupart pas été tenues ; ces promesses concernaient une impulsion vigoureuse au processus de développement des revenus et de l'emploi.

Ces remarques, bien que brèves et fragmentaires, suffisent à mettre en évidence la nécessité d'étudier à fond les phénomènes - qui en partie se superposent et, en tous cas, dépendent les uns des autres - suivants : l'exode rural, l'émigration du Sud au

Nord et les déplacements à l'intérieur des classes, surtout ceux qui ont lieu dans les régions méridionales. ... les principaux déplacements se vérifient au sein de la petite bourgeoisie (diminution des propriétaires-cultivateurs, augmentation des employés et des commerçants) et au sein de la classe ouvrière (diminution des salariés agricoles, augmentation des salariés dans les activités extra-agricoles et des sous-prolétaires). Bien que les sous-classes dont nous venons de parler, et en particulier celles de la petite bourgeoisie, soient toutes très hétérogènes, il nous semble toutefois pouvoir affirmer que la sous-classe qui comprend les propriétaires-cultivateurs est en général caractérisée par des tendances de type conservateur et, en tous cas, qu'elle est plus stable et plus traditionaliste que les autres sous-classes petites-bourgeoises, qui sont beaucoup plus hétérogènes et oscillent vers l'un ou l'autre extrême de l'éventail politique (l'impulsion vers l'extrême-droite subversive étant surtout présente dans les secteurs peu ou mal insérés dans des activités économiques modernes). Parallèlement, les salariés de l'agriculture sont plus traditionalistes que les autres et, du moins dans certaines zones, plus disposés à subir l'influence des autorités ecclésiastiques locales, tandis que les salariés des secteurs extra-agricoles sont beaucoup plus actifs au point de vue syndical et politique. Le résultat de ces déplacements sociaux est en somme une augmentation de l'instabilité sociale et des tensions politiques.

La gauche traditionnelle et les couches moyennes

(...) La gauche traditionnelle (parti communiste et parti socialiste) a indubitablement - et pas seulement depuis peu - fait son profit de la leçon de 1921-1922, quand, comme l'écrivait Gramsci, la gauche, avec sa politique passive et permissive à l'égard des forces chaotiques qui effrayaient beaucoup de petits bourgeois déjà traumatisés par la guerre, "s'en fit des ennemis gratuitement au lieu de s'en faire des alliés, c'est-à-dire qu'elle les rejeta vers la classe dominante" (Passé et présent, p.54). De là découle la politique prudente et compréhensive à l'égard de ce qu'on appelle les couches moyennes, tant du parti socialiste que du parti communiste (dont les appareils centraux sont d'ailleurs largement composés par des personnes qui proviennent de ces couches et dont les électeurs sont aussi, en quantité non négligeable, des personnes appartenant à ces mêmes couches). (...)

Il est hors de doute que les groupes extra-parlementaires ont contribué par leur action à la reprise du danger fasciste ; ... si le danger d'un fascisme manifeste est faible, grand est cependant le danger d'un tournant politique nominale-ment anti-fasciste, mais, pratiquement, fasciste dans les faits : l'arriération sociale et politique du pays et la malfaisance de larges couches de la classe dominante rendent ce danger très réel dans les conditions actuelles de crise.

(...)

La situation de la gauche italienne (et sous cet aspect celle de la gauche française) est difficile du fait que le parti communiste, qui représente politiquement une part importante, bien que non majoritaire, de la classe ouvrière et une partie tout aussi remarquable des couches moyennes ... est toujours dans une certaine mesure lié au modèle soviétique, malgré la distance prise vis-à-vis de celui-ci au cours des dix dernières années, surtout après la tragédie tchécoslovaque ; et pour un pays comme l'Ita-

lie (et comme la France), le modèle soviétique apparaît de moins en moins comme un modèle à suivre, non seulement et pas tellement pour des raisons économiques, mais pour des raisons sociales [continuité des tendances autocratiques et répressives, compréhensives dans une Russie qui n'a pas connu de révolution bourgeoise et qui a longtemps été un pays arriéré]. (...)

Un peuple de semi-analphabètes

... 70% de la population active de notre pays possède, au maximum, un certificat d'études primaires : c'est un pourcentage qu'on ne trouve dans aucun des pays considérés comme civilisés... Et nous savons que, avec un certificat d'études primaires, on ne peut être engagé que pour des travaux répétitifs : sauf dans des cas exceptionnels, on ne peut participer, même modestement, à la gestion de la chose publique ou des partis ; en règle générale, on ne peut même pas gérer la section d'un parti dans une petite commune. Avec le certificat d'études primaires (qui représente le niveau maximum de ces 70%), on parvient à écrire quelques lettres à sa mère ou à sa fiancée quand on fait son service militaire et à lire un journal sportif (il est vrai que des autodidactes peuvent se développer au point de vue culturel, même avec le seul certificat d'études primaires, mais il est bien difficile de penser qu'il s'agit d'un nombre élevé de personnes). Ce pourcentage est éclairant : il explique, à lui seul, pourquoi les tirages des journaux sont honteusement limités en Italie ; il explique l'attitude souvent arrogante et insolente des petits bureaucrates, particulièrement dans les régions les plus arriérées, où, logiquement, le pourcentage des semi-analphabètes est encore plus élevé que la moyenne nationale (de même, le pourcentage des analphabètes complets ou de ceux qui sont redevenus analphabètes est bien plus élevé que le pourcentage officiel) : il explique le bas niveau de la vie politique ... ; il explique - mais ici, l'analyse devient beaucoup plus difficile - l'attitude des "mandarins"... qui, souvent inconsciemment, tendent à tirer profit, de façon très variée, de leur position de quasi-monopole de l'instruction moyenne et supérieure.

(...)

Comment peut-on concilier ce terrible pourcentage avec le boom scolaire dont tout le monde parle ?

On peut les concilier, pour plusieurs raisons.

En premier lieu, le boom est tel, ou il paraît tel, par suite de l'insuffisance radicale des structures scolaires (des structures beaucoup plus que du personnel).

En deuxième lieu..., il y a pas mal de très jeunes gens qui fréquentent une, deux ou trois années de l'école moyenne sans en obtenir le diplôme.

En troisième lieu, l'augmentation du nombre des diplômés (ou de ceux qui vont l'être) ne se répercute que lentement sur le stock : l'Italie impériale de Mussolini avait laissé 90% de semi-analphabètes. Maintenant, nous en sommes à 70% : un progrès a été fait : mais que le chemin est long !

(...)

L'augmentation du nombre des diplômés et des licenciés est trop lente du point de vue du développement social, mais il est au contraire trop rapide par rapport au développement économique, puisque l'expansion de la demande en travail intellectuel qualifié est inférieure à l'offre ; le résultat en est une augmentation du chômage intellectuel, surtout parmi les jeunes.

(...) (... ceux qui, ayant acquis un degré d'instruction relativement élevé, ne parviennent ensuite pas à atteindre les positions sociales qu'ils désirent ou même restent chômeurs, peuvent devenir la cause de fortes tensions sociales). (...)

Contrastes économiques et sociaux

On entend souvent répéter que l'Italie est désormais devenue un pays moderne, qu'elle est entrée dans le nombre des dix pays les plus industrialisés du monde. Ceci est vrai, mais ce n'est qu'une partie de la vérité. Par suite d'une interprétation distordue, due probablement à la grande influence de la pensée économique sur la culture sociale et politique, on tend à établir une équivalence entre degré de développement économique et degré de développement social. Il faut malheureusement observer qu'il n'en est pas ainsi : notre revenu individuel moyen est aujourd'hui inférieur au revenu anglais, mais seulement jusqu'à un certain point - nous sommes parvenus à 70-75% [du revenu anglais]. Mais, même en ne considérant pas le fait que la distribution personnelle et régionale du revenu national en Italie est beaucoup plus inégale qu'en Grande-Bretagne, il faut dire que si le degré de développement social était quantifiable, il serait de loin inférieur à ces 70%. Certains aspects quantitatifs de l'arriération économique et sociale ... de l'Italie peuvent être repérés en examinant les contrastes économiques et sociaux qui caractérisent ce pays. Certes, toutes les sociétés contiennent en elles des éléments opposés, mais, dans la société italienne, les contradictions atteignent une intensité qu'il est bien difficile de retrouver dans d'autres pays :

--- A côté d'entreprises modernes, grandes et petites, il existe, dans l'industrie, un grand nombre d'ensembles productifs archaïques et inefficients dont l'activité se base sur le travail à domicile, sur des sous-salaires, ou sur des travaux effectués en sous-traitance ;

--- L'exode rural - qui a eu lieu et a toujours lieu dans tous les pays industrialisés - assume en Italie des caractéristiques pathologiques, puisque les terres qui se dépeuplent ne sont pas nécessairement les moins productives et les moins susceptibles d'être développées, mais plutôt celles qui manquent de l'aide locale du développement d'activités extra-agricoles modernes ;

--- les activités productives modernes se concentrent dans certaines zones du Nord, en opposition croissante avec la raréfaction des activités productives dans plusieurs secteurs du Sud : à la congestion de celles-là correspondent les vides de celles-ci ;

--- le pourcentage des chômeurs est des plus élevés parmi ceux des pays industrialisés, et le pourcentage des travailleurs qui ont un emploi précaire et qui sont concentrés pour la plupart dans les régions méridionales, est certainement le plus élevé ; en rapport avec cet état de choses, les sous-prolétariats urbains et agricoles prennent des proportions énormes, particulièrement dans les villes et dans les zones méridionales à agriculture pauvre ; par contre, le pourcentage de population active est des plus bas (peut-être même le plus bas) parmi ceux des pays industrialisés ;

--- L'Italie est peut-être le seul pays qui parvient à exporter en même temps des travailleurs et des capitaux - un fait en apparence absurde du point de vue économique ;

À ces contradictions économiques correspondent nécessairement des contradictions dans la société et dans la composition des classes sociales :

- le pourcentage de semi-analphabètes n'est comparable à celui d'aucun pays civilisé ;
- la classe bourgeoise, qui, bien que relativement, est pourtant la plus homogène, présente à son intérieur d'importantes différenciations culturelles et politiques ;
- la classe ouvrière, à l'exception de son noyau industriel moderne, est très différenciée, à cause du développement très différent au sens géographique et sectoriel (dans le Sud, la classe ouvrière au sens propre est très réduite : les liens entre les différents groupes de salariés et les paysans pauvres sont très faibles) ;
- la petite bourgeoisie est encore plus fortement différenciée, tant sur le plan économique que sur le plan social et politique ; étant donné l'instabilité de cette quasi-classe et étant donné son expansion numérique, c'est sur elle qu'il faut concentrer l'analyse critique pour poser de façon correcte les problèmes politiques italiens.

Le grand défi

Il est clair désormais que l'énorme expansion de la petite bourgeoisie - une expansion qui a été pathologiquement rapide en Italie - a modifié en profondeur les termes des conflits sociaux et de la lutte de classes. En fin de compte, la lutte politique consiste essentiellement de nos jours en un grand défi ... : d'une part, les partis de droite, qui expriment surtout les intérêts de la grande et moyenne bourgeoisie, et, d'autre part, les partis de gauche qui, en quelque sorte, expriment les intérêts de la classe ouvrière [et s'efforcent d'attirer de leur côté la plus importante possible de la petite bourgeoisie] ^{une partie}.

(...) Pour la gauche, le problème est plus grave du fait que les appareils des partis sont en majorité administrés par des petits bourgeois. C'est un fait en bonne partie - bien que pas entièrement - inévitable et physiologique dans les conditions historiques actuelles de l'Italie... Souvent, dans le but de consolider et même d'élargir l'alliance entre le secteur de la classe ouvrière sur lequel ils s'appuient et une partie de la petite bourgeoisie, les partis de gauche ont fait des concessions excessives et somme toute inutiles aux groupes les plus réactionnaires de cette quasi-classe...

Dans les sociétés capitalistes modernes, la prévision du Manifeste à propos de la disparition progressive des couches moyennes n'étant plus valable, on ne peut plus soutenir la thèse du bipolarisme de classe, même pas en ne le considérant que comme tendance...

Au cours des dix dernières années, toutes les sociétés capitalistes ont subi de grands changements structurels ; mais la gauche a continué à vivre de ses rentes sur le patrimoine intellectuel transmis par les grands penseurs de gauche du passé, en trahissant, somme toute, le message fondamental du plus important d'entre eux. Il est désormais fondamental de réexaminer d'un oeil critique, d'une manière approfondie et avec l'esprit ouvert, la société dans laquelle nous vivons.

ble-t-il, ne voulait pas lui donner suffisamment de pouvoirs), il paraît déjà s'affairer dans d'autres domaines, comme celui du contrôle de l'absentéisme dans les entreprises, ou l'opposition à des mouvements de lutte spontanés comme le refus de payer les loyers ou les transports dans certaines villes du Nord, ou encore l'état de grève latente qui règne dans les postes. Le dernier mot sur la participation du Parti Communiste au pouvoir, ce sont les travailleurs qui le détiennent en dernier ressort (et pas les groupuscules) : ce sont eux qui, par leurs luttes, laisseront ou non le P.C.I. établir sa domination sur eux. Rien n'est moins certain.

Dans ce contexte, la fonction réelle des groupuscules, préoccupés uniquement de crier haro sur le loup fasciste, n'aurait été et ne serait en fin de compte (et à leur corps défendant) que celle de débayer le terrain devant le P.C.I. en contribuant à créer le climat socio-politique idéal pour sa venue au pouvoir.

Ajoutons à cela que le texte, par les jugements mis en avant par l'auteur, permet une meilleure connaissance de la "ligne" que le P.C.I. suit depuis 1968 environ. On voit donc que la lecture du texte de P.S. Labini ouvre de nombreuses possibilités de réflexion et de mises au point pour ceux qui s'intéressent à la chaotique et plus que jamais contradictoire Italie d'aujourd'hui.

Les passages entre crochets ont été ajoutés par nous.

PUBLICATIONS DISPONIBLES : LIAISONS n°3, 7, 12, 17, 20, 22, 23. : 10 francs.

L'organisation de la lutte de classe dans la GREVE DU LIMBOURG - Janvier-Février 1970 : 20 francs.

LIAISONS n°21 : GREVE DES DOCKERS - 6 avril - 6 juin 1973 : 20 francs.

LIAISONS n°24 : Fac-similé de "Correspondance Internationale Ouvrière" du 15 mai 1933 : ENQUETE SUR LE MOUVEMENT SOCIAL EN BELGIQUE : 60 francs.

Ceux qui désirent recevoir nos publications doivent nous envoyer une somme d'argent (minimum 100 FB) dont seront déduits au fur et à mesure les coûts des envois ultérieurs.

A paraître : "NOUVEAU MOUVEMENT", par Henri Simon : un texte fondamental qui trace les traits d'un nouveau mouvement (par opposition à l'ancien mouvement) dans les luttes contre la domination du capital, que "chacun ou tous créent par eux-mêmes dans leur lutte, pour leur lutte, pour leur propre intérêt".

LIAISONS n°26.